

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITANOBEL (ex-Titanite)

rue de l'industrie
21270 Pontailler-Sur-Saône

Références : 2026.132
Code AIOT : 0005500282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2026 dans l'établissement TITANOBEL (ex-Titanite) implanté Kervern 22340 Plévin. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle s'est déroulé dans le cadre du suivi annuel des établissements SEVESO seuil haut. Il a pour objectif principal de vérifier le bon fonctionnement des éléments mis en place par l'exploitant pour limiter le risque d'apparition de phénomène dangereux. En complément, l'inspection a également interrogé l'exploitant sur son mode de gestion des déchets pyrotechniques et vérifié sa capacité à réaliser des prélèvements environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL (ex-Titanite)
- Kervern 22340 Plévin
- Code AIOT : 0005500282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement de TITANOBEL à Plévin est un dépôt de produits explosifs à usage civil, situé à environ 2,5 km du bourg de la commune, qui répond notamment aux besoins des exploitants de carrières.

Les produits explosifs sont stockés dans des locaux spécifiques :

- un magasin d'accessoires pyrotechniques,
- un local logistique,
- trois « igloos » de capacité unitaire respective de 18 tonnes, 20 tonnes et 22 tonnes.

Compte tenu des caractéristiques des produits présents sur le site, l'établissement est soumis au régime de l'autorisation et est classé SEVESO seuil haut.

Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral du 31/12/2007, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/11/2008.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le 13/04/2026, l'exploitant a informé l'inspection qu'il prévoyait de réaliser des travaux de désamiantage sur les locaux A et F du dépôt pyrotechnique au cours de l'été 2026.

Pour les réaliser, l'exploitant prévoit de retirer les détonateurs du local A (le local F ne stocke actuellement pas de produits pyrotechniques).

Dans la mesure où ces travaux entraînent une modification du mode de gestion du dépôt pyrotechnique, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, avant leur réalisation, l'ensemble des informations permettant de confirmer que l'organisation envisagée permet de maîtriser les différents risques, notamment celui associé au stockage des matières explosives.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Maîtrise des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
6	Installation soumise à la rubrique ICPE 2793	Arrêté Ministériel du 16/12/2014, article 2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées - Dispositions spécifiques		
2	Respect des règles d'exploitation	AP Complémentaire du 31/12/2007, article 1.2	Sans objet
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 31/12/2007, article 6.4.2	Sans objet
5	Moyens d'intervention	AP Complémentaire du 31/12/2007, article 6.7.3	Levée de mise en demeure
7	Gestion des déchets pyrotechniques	Arrêté Ministériel du 16/12/2014, article 7.2 a, 7.3	Sans objet
8	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d et V-g	Sans objet
9	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 13/04/2026 a permis de confirmer la bonne tenue de l'établissement : le timbrage des dépôts pyrotechniques est respecté et les contrôles périodiques réalisés sur les installations électriques et sur les dispositifs de prévention ou d'intervention ne mettent pas en évidence de non-conformités.

En particulier, les moyens en eau sont disponibles ce qui permet de proposer la levée de la mise en demeure ayant été signée le 05/07/2024.

Cependant, l'inspection observe que la gestion des déchets pyrotechniques, telle que décrite dans l'étude de dangers en vigueur et mise en œuvre, ne répond pas exactement aux prescriptions détaillées dans l'arrêté ministériel du 16/12/2014 applicable aux installations soumises à déclaration sous la rubrique ICPE n° 2793-2. Il est donc demandé à l'exploitant de se positionner vis-à-vis de ce texte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - Dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées - Dispositions spécifiques

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement [...].

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

[...]

Constats :

Le 13/04/2026, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter l'état des stocks qui serait transmis, en situation accidentelle, au service de secours et à la préfecture.

L'exploitant a indiqué que le groupe TITANOBEL venait d'acquérir un nouveau progiciel de gestion des tâches (ERP) afin de faire le lien entre les outils de traçabilité des produits explosifs et la facturation.

Il a également fourni les différents tableaux de suivi utilisés quotidiennement pour suivre les stocks d'explosifs présents dans les installations, qu'il s'agisse des produits appartenant en propre à TITANOBEL ou ceux stockés temporairement pour le compte de clients suite à des reports de chantier.

En particulier, l'exploitant a fourni un exemplaire de l'état synthétique qui est bâti quotidiennement à partir des tableaux décrits précédemment. Celui-ci comporte non seulement un état des stocks des produits explosifs présents à Plévin, mais aussi celui des produits combustibles.

Après analyse des documents fournis, l'inspection constate que l'exploitant dispose des éléments lui permettant de fournir un état des stocks synthétique aux services de secours ou à la préfecture mais que leur agrégation nécessite une certaine vigilance afin d'éviter des erreurs.

Bien qu'il n'y ait pas d'incidence sur les éléments attendus concernant l'état des stocks,

<p>l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que certains éléments présentés à l'aide du nouvel ERP peuvent prêter à confusion. En particulier, cet outil :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne précise pas l'unité dans laquelle les quantités d'explosifs sont exprimées ; - ne comptabilise que les stocks appartenant en propre à TITANOBEL sans tenir compte des matières positionnées sur le « quai » associé à l'igloo (palette positionnée dans l'igloo de stockage accueillant les commandes du lendemain) ou des produits en consignment pour le compte de clients; - présente des incohérences sur la ligne de suivi des stocks des matériaux inertes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des règles d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/12/2007, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des règles d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3 dépôts distincts « B », « C » et « D », de type igloo, de capacité unitaire respective de 18 tonnes, 20 tonnes et 22 tonnes pour des matières de divisions de risques 1.1, 1.5, 1.4.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu des éléments présentés par l'exploitant, l'inspection constate que l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 31/12/2007 est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2007, article 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en oeuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport rédigé par l'APAVE suite à la vérification des installations électriques réalisée le 02/02/2026. Les bâtiments contrôlés sont les bâtiments administratifs, les locaux de stockage pyrotechnique et le local technique. Ce document n'indique la présence d'aucune non-conformité ; • le rapport rédigé par l'APAVE suite à la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre ayant été réalisée le 21/01/2026. Ce document n'indique la présence

d'aucune non-conformité ;

- le rapport d'intervention rédigé par la société DESAUTEL suite à la vérification du SSI Détection Incendie, réalisée le 26/02/2026. Ce document indique qu'un détecteur optique a été remplacé et que l'ensemble du système fonctionne de façon satisfaisante ;
- le rapport d'intervention rédigé par la société DESAUTEL suite à l'intervention réalisée le 10/02/2026 au niveau des extincteurs présents sur site. Ce document détaille notamment les interventions ayant été réalisées afin de maintenir le parc en conformité ;
- le rapport de contrôle des appareils de levage utilisés sur site, rédigé par l'APAVE suite au contrôle réalisé le 02/03/2026. Ce document n'indique la présence d'aucune anomalie sur ces équipements.

Compte tenu des documents présentés, l'inspection constate que les installations et équipements ayant une importance pour le maintien de la sécurité sur le site TITANOBEL de Plévin sont en bon état.

Par ailleurs, le 13/04/2026, l'inspection a également constaté que la centrale de détection incendie indiquait un état de fonctionnement nominal et que l'igloo C disposait des éléments de maîtrise des risques requis par la réglementation (bouton d'arrêt d'urgence de l'installation électrique à proximité de la porte, sable et batte à feu, compteur de coup de foudre, affichage du risque à l'extérieur du local et des consignes à l'intérieur de celui-ci, ...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maîtrise des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques.

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure :

-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;

[...]

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

[...]

Constats :

En complément des moyens ayant été présentés dans la fiche n° 3 de ce rapport, l'étude de dangers a identifié que, parmi les facteurs importants pour la sécurité, figurait également l'existence d'une zone déboisée et débroussaillée.

Le 13/04/2026, l'inspection a constaté que :

- les merlons et les buttes de terre protégeant les igloos étaient tondus ;
- la zone coupe-feu était globalement dégagée mais qu'un secteur était occupé par des graminées relativement hautes et sèches.

L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait une intervention de nettoyage par une entreprise extérieure au niveau de la bande coupe-feu avant la période chaude.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Compte tenu du constat présenté ci-dessus et du climat local, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser l'entretien de la bande-coupe feu dans le délai annoncé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/12/2007, article 6.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre, et, au minimum, les moyens définis ci-après : - une réserve d'eau constituée, à minimum, de 120 m ³ permettant la mise en aspiration d'engins de lutte contre l'incendie et d'assurer la protection extérieure du dépôt en cas de sinistre ; [...] Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le PV de réception par le SDIS22 de la bache de 120 m ³ ayant été positionnée à proximité des bureaux de l'entreprise. Le 13/04/2026, l'inspection a constaté le remplissage de cette bache ainsi que le bon état de sa voie d'accès. De plus, l'inspection a également constaté que l'exploitant avait réalisé les aménagements demandés par le SDIS pour pouvoir accéder à l'étang en toute circonstance, à savoir, l'empierrement du chemin d'accès et de l'aire de stationnement, ainsi que la pose d'un rang de parpaing au niveau du bord de la pièce d'eau afin d'arrêter les véhicules. L'inspection constate que l'exploitant a répondu aux demandes d'actions prescrites par l'arrêté préfectoral du 05/07/2024. De ce fait, il est proposé à M. le Préfet des Côtes d'Armor de lever la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Installation soumise à la rubrique ICPE 2793

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/12/2014, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée et maintenue de manière que : - la zone d'effets Z3 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé soit contenue dans les limites du site ;

- la zone d'effets Z2, zone des effets domino de toute installation, équipement ou bâtiment externe ou interne au site, présentant un risque caractérisé d'explosion ou d'incendie, ne touche pas l'installation.

Les locaux de l'installation sont séparés des locaux abritant des installations relevant des rubriques 4220, 4210, 4240, 2793-1 et 2793-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et, le cas échéant, des installations mettant en œuvre d'autres produits dangereux, à l'exception des quantités strictement nécessaires des produits indispensables au fonctionnement de l'installation.

Lorsque les déchets de produits explosifs se trouvant dans l'installation peuvent présenter un régime de décomposition rapide de type détonation, les distances d'isolement entre deux bâtiments ou installations pyrotechniques respectent a minima les distances (en mètres au niveau du sol, en terrain plat et sans protection particulière et où Q représente la masse nette maximale de matière explosible susceptible d'être présente dans chacun des deux bâtiments ou installations pyrotechniques exprimée en kg) de $0,5.Q^{1/3}$ et de $2,4.Q^{1/3}$ s'il y a un risque de projections primaires.

Lorsque les déchets de produits explosifs se trouvant dans l'installation ne présentent pas un régime de décomposition rapide de type détonation et si aucun dispositif, dont la pérennité est garantie, ne permet d'assurer l'absence d'effets domino, les distances d'isolement entre bâtiments ou installations pyrotechniques respectent a minima une distance correspondant à la Z2 (zone d'effets domino) définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé calculée sur la base de la masse nette maximale de matière explosible présente.

Une clôture artificielle, résistante et d'une hauteur minimale de 2 mètres est installée sur le site en limite de zone d'effets Z3 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé. Cette clôture est maintenue en bon état, lequel est garanti par des contrôles périodiques. Les résultats de ces contrôles sont consignés et peuvent être consultés sur demande. Cette clôture n'est pas requise dans le cas où les zones précitées sont contenues dans le(s) bâtiment(s) de l'installation. Cette clôture est limitée à la zone d'effets Z2 précitée si elle est accompagnée de dispositifs en limite de zone d'effets Z3 permettant de signaler clairement l'interdiction d'accès dans cette zone et d'en dissuader l'accès aux tiers et personnel non autorisés.

Constats :

Par courrier du 29/11/2013, l'exploitant informait l'administration que l'évolution de la nomenclature des installations classées faisait qu'il était désormais soumis à déclaration sous la rubrique ICPE n° 2973 dans la mesure où il stockait temporairement sur le site de Plévin des déchets pyrotechniques, avant leur transfert vers des installations de destruction autorisées. Dans ce courrier, l'exploitant indique que les types de déchets susceptibles d'être pris en charge, ainsi que leur mode de gestion sur site, sont décrits dans l'étude de dangers de 2012. En particulier, il y est indiqué que les déchets sont positionnés dans les cellules de stockage, dans le respect de la compatibilité des produits présents.

Le 16/12/2014, les prescriptions générales encadrant les installations de tri, transit de déchets pyrotechniques, soumises à déclaration sous la rubrique ICPE n° 2793, sont publiées dans un arrêté ministériel. En particulier, l'article 2.1 de ce texte décrit les conditions d'implantation de ce type d'installation et prévoit que celles-ci ne puissent se trouver dans une zone d'effet domino et qu'elles doivent être positionnées en dehors des locaux soumis à la rubrique ICPE n° 4220 ;

L'inspection constate que, en positionnant les déchets pyrotechniques à l'intérieur des cellules de stockage des produits explosifs, classées sous la rubrique ICPE n° 4220, l'exploitant ne respecte pas l'article 2.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 16/12/2014.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant:

- d'évacuer les matières combustibles non indispensables de l'igloo C ;
- d'étudier plus précisément sa conformité vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 16/12/2014 applicable aux installations de tri, transit de déchets pyrotechniques, soumises à déclaration sous la rubrique ICPE n° 2793 et de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Gestion des déchets pyrotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/12/2014, article 7.2 a, 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité des déchets pyrotechniques

Prescription contrôlée :Article 7.2 a) Tenue de registre

L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration de production et de traitement de déchets et de traçabilité (bordereau de suivi de déchets dangereux, document de transfert transfrontalier) dans les conditions fixées par la réglementation aux articles R. 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement et par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre doit pouvoir être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.

Article 7.3 Récupération et recyclage

[...]

Les déchets ne sont pas entreposés plus de six mois dans l'installation.

[...]

Les déchets exceptionnellement générés sont des emballages d'articles.

Dans le cas où les emballages sont exempts de matières pyrotechniques, ils sont orientés dans une filière classique.

A défaut, ils sont évacués vers une installation de traitement adaptée et autorisée à les traiter.

Constats :

Le 13/04/2026, l'exploitant a présenté les bordereaux de suivi correspondant aux enlèvements de déchets pyrotechniques réalisés en janvier et février 2026.

Ces déchets ont été détruits par incinération au niveau de l'installation autorisée à cet effet, située sur la commune de Pontailler-sur-Saône, gérée par TITANOBEL.

Par ailleurs, en consultant le site Vigiedéchets, l'inspection observe que ces déchets sont évacués du site de Plévin de façon régulière, avec une périodicité moyenne de deux mois.

L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d et V-g

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :

Annexe V-d :

Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

Annexe V-g :

Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes

Constats :

Le 09/09/2025, l'inspection avait déclenché un exercice inopiné POI en heures non ouvrées dans l'établissement TITANOBEL de Plévin.

A l'issue, il avait été demandé à l'exploitant de compléter les informations contenues dans son POI, notamment en précisant les éléments concernant les formations dispensées aux personnels afin qu'ils puissent intervenir en situation d'urgence et les moyens devant être utilisés pour diffuser l'alerte.

Le 13/04/2026, les modifications n'avaient pas été apportées.

Post-inspection, par mail du 17/04/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection une version du POI mise à jour dans laquelle il indique notamment que :

- en cas de découverte d'une situation accidentelle, l'alerte serait diffusée soit à la voix si les collègues sont situés à proximité, soit en utilisant le téléphone situé en zone pyrotechnique s'il est nécessaire de prévenir le personnel positionné en zone administrative ;
- les formations sont réalisées suivant la procédure PRS-0501 « Gestion de situation d'urgence » qui est intégrée au système de gestion de la sécurité de l'entreprise.

L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
[...]

Constats :

Dans le cadre de l'exercice POI inopiné s'étant déroulé le 09/09/2025, l'exploitant avait présenté le matériel devant servir à la réalisation des prélèvements environnementaux (détecteur MultiRAE et tubes colorimétriques).

Le 13/04/2026, l'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser les opérations nécessaires à l'usage du MultiRAE.

Il a été constaté que l'exploitant :

- disposait de bouteilles étalon en cours de validité et appropriées aux capteurs implantés dans cet équipement ;
- avait suivi une formation spécifique au maniement du MultiRae le 13/02/2026 ;
- disposait d'un support décrivant les étapes nécessaires à l'utilisation de cet appareil et savait les mettre en œuvre, éventuellement avec le soutien du service HSE de TITANOBEL ;
- assurait la traçabilité des étalonnages.

L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que l'exploitant ait su mettre en œuvre le MultiRae lors du contrôle réalisé en avril 2026, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est important que plusieurs personnels du site TITANOBEL de Plévin soient capables de réaliser les prélèvements environnementaux post-accident. Cette compétence nécessite une mise en œuvre régulière des différents équipements.

Type de suites proposées : Sans suite